

Le programme 2012-2013

Premier tour de la Conférence du stage 2012 - 2013

L'ensemble des séances de la Conférence auront lieu à la Bibliothèque de l'Ordre des avocats aux Conseils, 4 boulevard du Palais, 75001 Paris (entrée par la Cour de cassation, galerie Lamoignon).

SÉANCE n° 1 : lundi 3 décembre 2012 à 18 heures

« *Le droit à l'hébergement d'urgence peut-il utilement être invoqué à l'appui d'un référé-liberté ?* »
(CE (ord.), 10 février 2012, n° 356456, AJDA 2012, p. 295, obs. S. BRONDEL).

Rapporteur : Bénédicte Moulinier

SÉANCE n° 2 : lundi 10 décembre 2012 à 18 heures

« *Une convention collective qui accorde des avantages aux seuls salariés contractant mariage consacre-t-elle une discrimination prohibée en ce qu'elle est fondée sur l'orientation sexuelle ?* »
(Cass. soc., 23 mai 2012, n° 10-18.341, en cours de publication au *Bulletin civil*, JCP S 2012, 1383, note A. DEVERS)

Rapporteur : Anne-Laure Valluis

SÉANCE n° 3 : lundi 17 décembre 2012 à 18 heures

« *Est-il exclu qu'un médecin soit tenu d'une obligation de sécurité de résultat pour les produits et matériels médicaux qu'il met en œuvre à l'occasion de son art ?* »
(Cass. 1^{re} civ., 12 juillet 2012, pourvoi n° 11-17.510, en cours de publication au *Bulletin civil*)

Rapporteur : Nicolas Kilgus

SÉANCE n° 4 : lundi 7 janvier 2013 à 18 heures - DEFENSE

« *Les dispositions du Code du patrimoine qui prévoient qu'un vestige archéologique immobilier, issu de fouilles ou découvert fortuitement, devient propriété de la commune sur le territoire de laquelle il est situé, respectent-elles le droit de propriété ?* »
(CE, 24 avril 2012, req. n° 346952, en cours de publication au *Recueil Lebon*, Dr. administratif 2012, comm. 73 par T. PERROUD)

Rapporteur : Armand Kacenenbogen

SÉANCE n° 5 : lundi 14 janvier 2013 à 18 heures

« *La faculté pour la mère de s'opposer à la révélation de son identité même après son décès respecte-t-elle le droit de mener une vie familiale normale ?* »
(Cons. const., 16 mai 2012, décision n° 2012-248 QPC, Dr. famille 2012, note C. NEIRINCK)

Rapporteur : Bénédicte Moulinier

SÉANCE n° 6 : lundi 21 janvier 2013 à 18 heures

« *Les dispositions du Code pénal selon lesquelles le délit de sévices ou d'actes de cruauté envers un animal n'est pas applicable aux courses de taureaux lorsqu'une tradition locale ininterrompue peut être invoquée sont-elles inconstitutionnelles ?* »
(Cons. const., décision n° 2012-271 QPC du 21 septembre 2012)

Rapporteur : Anne-Laure Valluis

SÉANCE n° 7 : lundi 28 janvier 2013 à 18 heures

« *La clause qui stipule qu'une donation de biens présents prenant effet au cours du mariage sera résolue de plein droit en cas de divorce est-elle illicite ?* »
(Cass. 1^{re} civ., 14 mars 2012, pourvoi n° 11-13.791, Bull. civ. I, n° 56, D. 2012, p. 812, obs. J. MARROCHELLA)

Rapporteur : Nicolas Kilgus

SÉANCE n° 8 : lundi 4 février 2013 à 18 heures – DEFENSE

« *La proposition d'embauche qui, sans limitation dans le temps, précise l'emploi offert et la date d'entrée en fonction est-elle une promesse d'embauche valant contrat de travail ?* »
(Cass. soc., 11 juillet 2012, pourvoi n° 11-10.486)

Rapporteur : Armand Kacenenbogen

SÉANCE n° 9 : lundi 11 février 2013 à 18 heures

« *Le président de la République est-il recevable en sa qualité de victime à exercer les droits de la partie civile, bien qu'il ne puisse pas lui-même faire l'objet de poursuites pénales pendant la durée de son mandat ?* »

(Cass. ass. plén., 15 juin 2012, pourvoi n° 10-85.678, en cours de publication au *Bull. ass. plén.*, JCP G 2012, 933, note C. AMBROISE-CASTEROT).

Rapporteur : Bénédicte Moulinier

SÉANCE n° 10 : lundi 18 février 2013 à 18 heures

« *Un maire peut-il utilement invoquer le principe de précaution pour s'opposer à l'implantation d'antennes relais de téléphonie mobile sur le territoire de sa commune ?* »

(CE Ass., 26 octobre 2011, n° 326492, publié au *Rec. Lebon, Revue Env. et développement durable* 2012, comm. 14, par P. BILLET)

Rapporteur : Anne-Laure Valluis

SÉANCE n° 11 : lundi 25 février 2013 à 18 heures

« *Une personne poursuivie pour vol est-elle recevable à invoquer la nullité d'une garde à vue ayant visé le receleur des objets dérobés ?* »

(Cass. crim., 14 février 2012, n° 11-84.694, *Bull. crim.*, n° 43, JCP G 2012, act. 242, obs. J.-Y. MARÉCHAL).

Rapporteur : Nicolas Kilgus

SÉANCE n° 12 : lundi 18 mars 2013 à 18 heures

« *L'avocat auquel on impose le report d'une audience à une date correspondant à une fête religieuse qu'il entend observer se trouve-t-il privé de la liberté de manifester sa religion ?* »

(CEDH, 3 avr. 2012, req. n° 28790/08, *Francesco Sessa c/ Italie*, JCP G 2012, 526, obs. H. SURREL)

Rapporteur : Armand Kacenenbogen

SÉANCE n° 13 : lundi 25 mars 2013 à 18 heures

« *Une peine d'emprisonnement perpétuelle, sans possibilité d'aménagement, porte-t-elle atteinte aux dispositions de la Convention de sauvegarde ?* »

(CEDH, 17 janvier 2012, req. n° 9146/07, *Harkins et Edwards c/ Royaume-Uni*)

Rapporteur : Bénédicte Moulinier

SÉANCE n° 14 : lundi 8 avril 2013 à 18 heures

« *Un avocat peut-il produire des documents couverts par le secret médical et émanant de son client pour assurer sa propre défense envers ce dernier ?* »

(Cass. 1^{er} civ., 28 juin 2012, pourvoi n° 11-14.486, en cours de publication au *Bulletin civil*, JCP G 2012, 846, obs. J.-B. THIERRY)

Rapporteur : Anne-Laure Valluis

SÉANCE n° 15 : lundi 15 avril 2013 à 18 heures

« *La décision de retirer à un salarié son habilitation à conduire des tramways au motif qu'il a commis une erreur de conduite est-elle exclusive de tout caractère disciplinaire, dès lors qu'elle a pour objet d'assurer la sécurité des usagers ?* »

(Cass. ass. plén., 6 janvier 2012, pourvoi n° 10-14.688, en cours de publication au *Bulletin civil*, *Rev. dr. transports*, 2012, comm. 25 par S. CARRÉ).

Rapporteur : Armand Kacenenbogen

SÉANCE n° 16 : lundi 22 avril 2013 à 14h30

« *Le tirage posthume d'une sculpture peut-il constituer une atteinte au droit moral de l'auteur ?* »

(Cass. 1^{er} civ., 4 mai 2012, pourvoi n° 11-10.763, en cours de publication au *Bulletin civil*)

Rapporteur : Nicolas Kilgus